

Sommaire

Présidentielles...Construire une opposition anticapitaliste, par Robert Duguet pages 2 et 4
Quel engagement citoyen pour la Palestine, tract d'appel pour une réunion le 9 juin page 3
Présidentielles...d'autres perspectives, par Amaury Couderc page 4 et 5
Présidentielles...rééquilibrer les rapports de force, par Bernard Fischer pages 5 et 6
Une candidature anticapitaliste? par Emile Fabrol responsable Gauche Communiste pages 6 et 7
Réussir l'étape de 2002, contribution d'un courant de la LCR, page 7
2002, construire l'opposition unitaire d'une gauche de gauche, par Michel Galin page 8
Manifestation contre les licenciements le 9 juin, page 9 ...Brèves, page 10

RASSEMBLER

À

GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR
"RASSEMBLER A GAUCHE"

Dispensé de timbrage

R.A.G

LE CLOS BOISSY\ST-YON 91790
CPPAP 11077 - ROUTAGE 206

Comité de Rédaction

David Bodet, militant LCR
Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
Anne-Marie Cartolaro, militante Ras l'front
Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
Françoise Deson Jean Deson
Michelle Dospital, militante associative
Robert Duguet, militant socialiste progressiste
Emile Fabrol, militant PCF (gauche communiste)
Bernard Fischer, militant associatif
Michel Galin, militant syndical
Gérard Grandamme, militant alternatif
Serge Guichard, militant du PCF
Vincent Huet, militant de la LCR
Jean Yves Lesage, GR La Commune
Gérard Morlier, militant associatif
Philippe Nekrouf, militant socialiste progressiste
Jean Sanchez, militant associatif
Sylviane Charles et Dominique Larchet, VDT

N° 114 mai 2001

9^e année de parution

Commission paritaire des
Publications et Agences de Presse numéro 11077

Directeur de publication : Jacques Adrien
militant socialiste progressiste

RAG : Amaury Couderc,
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790
tel.: 01.64.91.32.75

Imprimé par nos soins

Présidentielles : construire une opposition anticapitaliste, est ce possible ?

Par Robert Duguet.

Nous ne choisissons pas le cadre de l'intervention politique. **L'accès au pouvoir de la Gauche Plurielle en 1997 a globalement dépossédé ceux et celles qui cherchaient une alternative anticapitaliste ou antilibérale du terrain politique qui est le leur.** Ce fut le cas de RAG et de bien d'autres unités politiques. Nous n'avons pas non plus choisi de militer à l'intérieur des institutions de la Vème République, aussi détestables soient-elles. **Plus elles subsistent d'ailleurs, plus l'écart entre la représentation politique formelle et les rapports de forces réels dans le pays s'accroît et plus des risques d'explosions sociales sans précédents se confirment.** Néanmoins tant que ces institutions restent debout, la vie politique nationale reste focalisée autour de l'élection du président de la République au suffrage universel, les autres scrutins ayant une valeur accessoire. Après quatre années d'existence difficile sur le plan électoral, mais riches sur le plan social, **puisque les mêmes militants qui cherchent un débouché politique sont ceux qui agissent dans ou à la tête du mouvement social,** nous sommes confrontés à la question de la présidentielle. Nous ne pouvons pas ne pas exister politiquement.

Les rapports de force entre le pays réel et la représentation politique, le « *front unique* » Verts, PS, PCF et MDC, s'est très largement détérioré. Le mouvement social est passé à l'offensive, hier contre les projets de privatisation de l'école et celui qui les représentait, Claude Allègre, contre la réforme de l'administration des impôts, aujourd'hui la grève des sages-femmes, et dans les entreprises qui adaptent leur appareil productif à l'Europe et à la mondialisation libérale (les LU, Mark et Spenser...) La ligne Gauche plurielle qui se félicitait de faire reculer le chômage de masse ne tient plus : **il est désormais clair pour les salariés que la baisse d'un million de chômeurs s'est effectuée sur la casse des contrats du travail qualifié.** Ce mouvement commence à trouver une expression sur le plan

électoral et les résultats des élections municipales expriment une vraie défaite de la politique de la majorité. **Dans la mesure même où la représentation officielle de la gauche est en train d'éclater, la question pour nous est de savoir s'il est possible de donner un débouché antilibéral aux aspirations du pays réel dans le cadre des élections présidentielles.**

Nul doute qu'un espace s'ouvre à l'extrême gauche, mais pas seulement à l'extrême gauche, dans la gauche d'une façon générale pour que s'exprime une alternative antilibérale. Certes les appareils vont se battre pour démolir cette aspiration. Chevenement rebondit pour capter le courant gauche républicaine, mais dans des conditions plus difficile qu'au moment de la construction du MDC. Le PCF et Les Verts accompagnent les mouvements sociaux, mais ni les uns ni les autres ne sortiront de la politique gauche plurielle. Arlette Laguiller, dans le cadre d'une démarche qui voudrait bien faire fructifier son petit capital sans le partager avec d'autres, essaie de se donner tous les moyens de ne pas répondre à la perspective d'un accord LO-LCR, ouvert à d'autres composantes. Tout cela existe bien entendu. Le problème est de savoir si la situation sociale qui s'exprime de manière multiple trouvera un bout de débouché politique. C'est à mon sens dans cette direction qu'il faut travailler.

Comment ? Rassembler ceux et celles qui veulent exprimer une alternative anticapitaliste. Aujourd'hui il n'est pas possible de le faire sous la bannière d'une seule organisation politique, alors il faut le faire dans un cadre pluraliste. **Proposons la constitution de collectifs ou de comités autour d'une candidature qui se présente comme une candidature anticapitaliste.** Je n'ai pas une passion particulière pour l'organisation Lutte Ouvrière, c'est le moins que l'on puisse dire. Mais je pense qu'un accord LO-LCR ouvert sur des regroupements de militants et de groupes se situant sur le terrain de la gauche radicale, exprimerait une vraie opposition dans le pays. Pour autant, pour nous, l'objectif n'est pas de regrouper la gauche extrême mais de traduire une aspiration majoritaire dans le salariat. **Cette opposition pourrait rassembler des militants qui se sont**

Quel engagement citoyen POUR la PALESTINE ?

Les valeurs de la Révolution et la tradition de la Résistance nous ont appris que la justice est indivisible. Elles nous incitent à l'action.

Depuis janvier, nos organisations et associations ont créé le "Collectif Palestine 91" afin de soutenir le peuple palestinien qui mène une lutte pour ses droits nationaux et humains.

Le droit à un État palestinien, indépendant et souverain, sur l'ensemble du territoire de Palestine occupé en 1967, avec Jérusalem Est pour capitale.

- **Le démantèlement de toutes les colonies israéliennes implantées en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.**
-
- **Le droit au retour des réfugiés expulsés depuis 1948.**
-
- **Et dans l'immédiat, une protection internationale des populations civiles palestiniennes.**

Conscients du caractère urgent de notre soutien à la lutte du peuple palestinien pour la justice et de notre devoir de défendre, les principes de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, Nous nous engageons à mettre en œuvre toutes les actions pour aider à faire respecter ces droits fondamentaux.

Réunion publique à Evry :

**Samedi 9 juin 2001 à 19 h, à l'ancienne mairie d'Evry - Place du Général de
Gaulle**

RER D 4 - Station : EVRY (et non Evry Courcouronne)

19 heures :

Possibilité de se restaurer

Artisanat

Table de presse

Rencontre avec les membres du collectif

**Témoignage de la délégation d'Evry partie en Palestine avec :
Mirfet BELAJE et Martine BUFFARD**

20 heures :

M. WARSHAWSKI, journaliste, Directeur du Centre d'Informations Alternatives à Jérusalem.

Alain JOXE, Directeur d'études à l'école des hautes études en sciences sociales.

Jean Claude AMARA, Droits Devant.

Bernard RAVENEL

PIERRE GALAND.

COLLECTIF PALESTINE 91 ☎ 01 69 04 50 98

investis ces dernières années dans les luttes sociales. Nous ne chargeons pas Arlette Laguiller du soin de construire un parti anticapitaliste, son mouvement a marqué en 1995 son incapacité organique à le faire. En revanche il est possible de bâtir des comités anticapitalistes, même si leur expression dans le court terme se focalisera dans un vote LO-LCR. Les autres terrains de l'expression politique actuelle à gauche (Verts, MDC et PCF) me semblant compromis jusqu'au cou par la politique de la gauche plurielle, dépendante du point de vue des représentations électorales de ces mouvements de la social-démocratie, donc impraticables du point de vue de l'action politique indépendante.

Je propose cette démarche. Déjà nous sont parvenus des contributions de courants politiques (Gauche Communiste du PCF, le courant VDT et une partie de Gauche Révolutionnaire-La Commune, deux composantes aujourd'hui adhérentes de la LCR) qui posent les problèmes dans lesquels nous les posons. Je suis certain que cette volonté va bien au delà des organisations dites d'extrême gauche. A nous d'avancer dans cette réalité et de formuler les revendications politiques qui peuvent permettre d'unifier les aspirations anticapitalistes.

D'autres perspectives

Par Amaury COUDERC

Avec les présidentielles et les législatives, le temps des élections est revenu. Le cadre institutionnel dans lequel elles se déroulent n'est pas des plus favorable à la création d'une alternative politique. Ce type d'élection creuse encore plus l'écart entre les préoccupations quotidiennes des citoyens (travail, chômage, transports, niveau de vie, salaires etc.) et la classe politique plus préoccupée à garder ou à s'emparer du pouvoir pour ce qu'il représente en terme de prébendes qu'à apporter des solutions aux inquiétudes du citoyen et en particulier de la jeunesse dont l'avenir est de plus en plus limité à des CDD et autre travail précaire sans espoir ni possibilité de se construire un avenir.

En même temps que la désespérance qui grandit dans les citées et se traduit par des échauffourées

quasi quotidiennes avec les « forces de l'ordre », une part de plus en plus importante du salariat prend conscience que la politique menée par les tenants du pouvoir, qu'ils soient de droite avec Chirac, ou de "gauche" plurielle avec Jospin, ne fait qu'aggraver la précarité et rend de plus en plus difficile la vie quotidienne des salariés.

La "gauche" plurielle, non seulement n'apporte aucune solution aux problèmes des salariés, mais encore aggrave leur situation en pratiquant la même politique qu'a pratiquée la droite (privatisation, casse du service public, restructurations, etc.) tout en neutralisant et en canalisant une partie du salariat organisé en son sein. Faute d'alternative politique les salariés rejoignent alors dans l'abstention les laissés pour compte des cités.

La conscience grandit qu'on ne peut changer les choses en votant pour des organisations ou des hommes qui se renient le lendemain même de leur élection (Jospin avec la restructuration de Renault à Vilvorde en est un triste exemple). Comment ces hommes peuvent-ils, à l'approche de nouvelles élections, nous faire croire qu'ils sont opposés aux restructurations des entreprises qui font des profits, comme Danone et bien d'autres... ? Alors qu'ils ont fait exactement le contraire tout au long de leur mandat.

La conscience grandit que voter pour la "gauche" plurielle au deuxième tour ce n'est plus éviter le pire, c'est donner à cette gauche qui n'est plus à gauche (si les mots ont un sens) un blanc seing pour continuer la casse des conquêtes sociales acquises au fil de décennies de luttes sociales par les salariés. Cette prise de conscience, mais aussi la révolte de la jeunesse, ouvre de nouvelles perspectives politiques.

Les élections municipales avec un renforcement du vote pour les organisations d'extrême gauche LO, LCR, PT pourtant divisées, mais aussi le vote pour des listes alternatives comme « Motivé(e)s » à Toulouse (même si ces listes entretiennent encore l'illusion, en particulier en appelant à voter "gauche" plurielle au deuxième tour) montre qu'il existe aujourd'hui un espace politique pour que s'exprime au travers d'une candidature unique portée

démocratiquement une volonté antilibérale et anticapitaliste de rompre avec un système corrompu par le pouvoir et l'argent.

Le problème reste de savoir si cette volonté qui s'exprime de manière multiple trouvera un débouché politique dans un cadre de rassemblement antilibéral. La multiplicité des organisations d'extrême gauche est à la fois un frein et une richesse, ce peut être aussi la garantie d'une véritable démocratie.

Je suis de l'avis de notre camarade Robert Duguet lorsqu'il dit qu'il n'est pas possible d'exprimer une alternative anticapitaliste sous la bannière d'une seule organisation politique. Le problème aujourd'hui est de rassembler ceux et celles qui veulent porter cette alternative et je suis favorable à sa proposition de constituer des collectifs ou des comités qui seraient porteur de cette alternative.

Un accord LO-LCR, élargi à d'autres organisations ou regroupements de militants se situant sur le terrain de la gauche antilibérale pourrait être une base politique solide à la constitution de ces collectifs. L'élection présidentielle pourrait être alors un moyen et non une fin de voir se constituer un rassemblement de tous ceux qui en ont assez de cette politique et qui pourraient l'exprimer dans un cadre démocratique.

Oui la LCR et LO ont une responsabilité particulière dans la constitution d'un tel rassemblement, le débat ouvert au sein de la LCR sur ce sujet montre que cette organisation a bien pris conscience de cette responsabilité, pour LO il est plus difficile de le mesurer.

La balle est aujourd'hui dans le camp de LO. Ou cette organisation se replie frileusement sur ses certitudes en présentant seule la candidature d'Arlette LAGUILLER, ou, avec d'autres, au sein de collectifs ou de comités, fait d'Arlette LAGUILLER la candidate et la porte-parole de tous ceux qui veulent une candidature anticapitaliste.

Ces collectifs pourraient rassembler à la fois des organisations d'extrême gauche ou même simplement des militants en rupture avec la direction de leurs organisations (PCF, Verts ...). Ne pas rechercher ces convergences pour aboutir à une candidature commune antilibérale serait irresponsable et diviserait encore une fois la gauche radicale en multipliant les candidatures.

Nous ne faisons pas de calculs comptables ou

politiciens, pourtant il est certain aujourd'hui que la candidature d'Arlette LAGUILLER, portée non seulement par sa propre organisation, mais aussi par des collectifs rassemblés sur une base claire anticapitaliste au premier tour et un refus non moins clair d'appeler à voter au deuxième tour en faveur de la gauche plurielle serait une candidature incontournable qui pourrait redonner l'espoir et ouvrir d'autres perspectives.

Le ministre de l'Intérieur Daniel VAILLANT ne s'y est pas trompé en dénonçant spécifiquement Arlette LAGUILLER et son organisation : *LO, a des pratiques politiques très singulières, et n'est pas membre du champ démocratique* (Le Parisien du 4 mai 2001).

Le Parti Socialiste n'est pas le mieux placé pour parler de démocratie interne alors que tout le monde sait que ses dirigeants sont cooptés et que les congrès ne sont qu'un simulacre de démocratie. De plus, il est inadmissible qu'un ministre de l'Intérieur se permette de juger de la démocratie interne aux organisations politiques. Daniel VAILLANT, ministre de l'Intérieur en établissant un parallèle entre LO (Organisation représentant les travailleurs) et LE PEN nous ramène au pire temps des amalgames et des dénonciations calomnieuses. Cela montre tout simplement qu'ils ont peur.

Présidentielles : rééquilibrer les rapports de force au sein de la gauche !

Par Bernard Fischer

Les questions de politique intérieure française les plus importantes sont toujours des questions électorales, de tactique électorale, de présentation de candidats aux élections, de bilan des élections précédentes et de préparation des prochaines élections.

On considère généralement le résultat des élections municipales des 11 et 18 mars 2001 comme une défaite politique de la cohabitation et du gouvernement de la gauche plurielle. Cette **défaite politique a provoqué une nouvelle montée du mouvement social**, qui est passée par la manifestation nationale du 21 avril à Calais contre les licenciements à l'initiative du

PCF. Elle passera par la manifestation nationale du 9 juin à Paris à l'initiative du PCF, de la CGT et de SUD.

Les grandes manœuvres pour les élections présidentielles et législatives de 2002 ont commencé longtemps avant les élections municipales, en particulier par le débat et le vote de l'inversion du calendrier électoral de 2002 à l'initiative d'une majorité PS-UDF à l'assemblée nationale.

Pour les élections présidentielles et législatives de 2002, comme pour toutes les élections politiques depuis 1997, l'enjeu le plus important, ce n'est pas les résultats du deuxième tour, c'est le rééquilibrage de la gauche au premier tour, c'est le rapport de force entre d'une part le parti socialiste et d'autre part toutes les autres composantes de la gauche et de l'extrême gauche, les verts, le PCF, LO, LCR. A l'extrême gauche, il y a déjà une certitude, c'est la candidature Laguiller, et il n'y a pas beaucoup, sinon pas du tout, d'évolution depuis les élections européennes de 1999, sinon depuis les élections présidentielles de 1995. La campagne Laguiller sera t elle une campagne de Lutte Ouvrière toute seule

ou bien la LCR participera t elle à la campagne ?
La candidature Laguiller sera t elle une candidature LO-LCR ou bien y aura t il la place pour une troisième composante et pour de véritables comités de soutien à la candidature Laguiller ?

Le PCF poursuit et accélère sa descente aux enfers. De sa nouvelle défaite électorale, la direction du PCF tire comme seule conséquence l'accélération de la marche à la proclamation du nouveau parti communiste. Au mois d'octobre 2001, il y aura donc un nouveau parti communiste et l'opposition de gauche interne au PCF maintiendra le PCF. Dans sa logique respective, chacun présentera son candidat aux élections présidentielles.

La troisième composante de la gauche alternative, ce sont les verts. Ils sont les seuls véritables vainqueurs de toutes les élections politiques depuis 1997. Selon de savantes études sociologiques, l'électorat vert serait un électorat de droite, ce serait la nouvelle catégorie sociale des "bobos", les "bourgeois bohèmes". Décidément, les plus vieux poncifs de la gauche française la

plus ringarde ont la vie dure. Dans les années 1970 et 1980, quand commençait irrémédiablement le déclin du PCF, la direction de ce parti inventait à l'époque la théorie du glissement à droite de la société française. De la même manière aujourd'hui, le glissement à droite des électeurs PS au profit des verts compenserait le glissement à gauche des électeurs PCF au profit de l'extrême gauche. Le parti socialiste serait finalement au centre de la vie politique française et on aboutirait finalement à une désespérante immobilité du corps électoral. Rien n'est plus faux.

Pour les élections présidentielles et législatives de 2002, comme pour toutes les élections politiques depuis 1997, nous additionnerons les voix des verts, du PCF et de l'extrême gauche.

Une candidature anticapitaliste?

Par Emile Fabrol (responsable du courant Gauche Communiste)

Ce début d'année est marqué par deux faits essentiels de la lutte de classe : l'échec électoral de la gauche plurielle, plus particulièrement important pour la direction du PCF et une vague de luttes sociales et revendicatives dont la grève dans le privé et dans le public du 25 janvier pour la défense du droit à la retraite, celle de SNCF contre le démantèlement prélude à la privatisation et les ripostes en cours contre les plans de licenciements dans de nombreuses entreprises.

Les élections municipales et cantonales ont montré le désaveu par une importante fraction des exploités de la politique du gouvernement, politique totalement au service du capital. Le vote anticapitaliste s'est réparti entre l'abstention, l'extrême gauche, les listes du PCF où l'union de la gauche ne s'est pas réalisée comme à Pantin et les listes conduites par des communistes ouvertement en opposition à la direction comme à Aubervilliers.

Les luttes actuelles contre la destruction des

conquêtes sociales et économiques et celles contre les licenciements mettent à l'ordre du jour le besoin, non seulement, d'un plan d'urgence afin de museler les ambitions des capitalistes, elles posent objectivement la question centrale de la lutte de classe : l'abolition de la propriété privée des moyens de production, d'échange et de communications.

Il est possible de renverser la tendance. Une convergence anticapitaliste n'est pas une vue de l'esprit, pour peu que les courants politiques qui la composent se donnent la peine de prendre leurs responsabilités.

La Gauche communiste du PCF débat actuellement de sa stratégie politique. Au cœur de ce débat se trouve la question de la construction d'une convergence anticapitaliste (question qui figure dans la brochure « Pour un projet communiste » publiée à l'occasion du 30^e congrès du PCF) et de son éventuelle expression au travers d'une candidature lors de l'élection présidentielle de 2002.

Sans anticiper sur la conclusion de ce débat interne, il est utile de préciser que dans le cas où une telle candidature serait politiquement possible, elle ne peut être qu'une candidature commune aux anticapitalistes, s'appuyant, avec un clin d'œil ironique à l'histoire, sur un programme commun émanation d'un ensemble de débats et de rencontres avec les exploités qui ripostent à l'agression de la bourgeoisie.

Réussir l'étape de 2002 : Ni Chirac, ni Jospin !

(Extrait de la lettre éditée par des militants de la LCR, issus des courants VDT et Gauche Révolutionnaire- La Commune)

...L'an prochain se déroulent les présidentielles et les législatives. L'occasion de sanctionner 20 ans d'alternance durant lesquelles les travailleurs et les jeunes ont subi l'absence de différence substantielle entre la politique menée par le PS et ses alliés et les partis de droite. Sur le plan

politique, tout l'enjeu est de réussir à faire converger le programme issu des luttes ouvrières et des mobilisations du mouvement social avec un programme anticapitaliste crédible face aux diverses formes de libéralisme que nous infligent les partis au pouvoir depuis 20 ans. Nous proposons donc à toutes les forces disponibles de s'associer autour d'un plan d'urgence reprenant les revendications immédiates portées par les luttes avec les réformes anticapitalistes indispensables à leur succès. Il s'agit ainsi d'élaborer un plan qui puisse tout à la fois unifier les luttes ouvrières, les luttes anti-racistes, anti-sexistes, les mobilisations pour le droit au logement comme celle contre la mondialisation etc... en fixant des objectifs précis (salaires, retraites, égalité des droits...); et dans le même temps éclairer les conditions de leur réalisation (ouverture des comptes des entreprises, levée du secret bancaire, réquisition des entreprises qui licencient, contrôle populaire sur les élus etc...)

Naturellement, le temps nous est compté et l'on ne crée pas un parti en trois mois. LO et la LCR, les deux seules forces nationalement organisées portent sur leurs épaules la responsabilité de créer le cadre le plus fédérateur possible. Ainsi il serait possible de créer un front d'organisations, de réseaux, de groupes locaux, de militants syndicaux ou associatifs soutenant une candidature unitaire aux présidentielles qui revient logiquement à Arlette Laguiller et partageant les candidatures aux législatives sur l'ensemble du territoire autour d'une plate-forme unique laissant liberté d'exprimer leurs nuances et spécificités aux diverses composantes ainsi ralliées. Ce front devra bien sûr tenter de s'élargir au maximum vers les militants en rupture des partis de la Gauche plurielle, en particulier du PCF et des Verts. Des comités de mobilisations pourraient se créer dans les villes et dans les entreprises, toujours autour d'un plan d'urgence, et une vraie dynamique pourrait alors s'instaurer, permettant de faire un pas concret et important vers la constitution d'un nouveau parti représentant les intérêts des travailleurs...

Mai 2002 : construire l'expression unitaire d'une gauche de gauche.

Par Michel GALIN

Abstention importante dans les quartiers populaires, scores significatifs de listes de gauche indépendantes du gouvernement, ministres battus, le résultat des municipales constitue une défaite pour la gauche plurielle et le premier ministre. Le nombre de voix obtenues par la droite n'a pas augmenté pour autant.

Peut être le parti socialiste s'est rappelé, à cette occasion, que la France n'est peuplée majoritairement ni de cadres supérieurs, ni des ses fameux bourgeois bohème dont les médias aiment tant parler. Cependant les réactions gouvernementales aux derniers plans sociaux ne rassureront ni les salariés inquiets pour leur avenir, ni les 2 millions de chômeurs sur leurs chances de retrouver un emploi. Elles n'ont donc aucune chance de resserrer les liens entre la gauche plurielle et l'électorat populaire qui lui a fait défaut.

Quatre ans de gauche plurielle nous ont montré que Jospin ne se différencie de Chirac qu'à la marge autorisée par la construction libérale de l'Europe. L'essentiel n'est donc pas dans le duel attendu, même si nous ne pouvons pas être indifférent à son résultat. Par contre, ces élections peuvent servir à bousculer le paysage politique et à entamer la construction d'une gauche de gauche.

Notre bulletin porterait à nouveau bien son nom en militant pour des candidatures (1 à la présidentielle et 1 dans chaque circonscription législative) de rassemblement A gauche autour de quelques axes : interdiction des licenciements, contrôle des flux financiers, construction d'une Europe au profit des salariés, développement des services public en dehors de la sphère marchande, réorientation vers une agriculture propre, démocratie participative me semblent être des thèmes en prises avec les luttes sociales et en rupture avec les politiques menées

depuis trop longtemps.

Un tel rassemblement ne peut se limiter à un comité de soutien à une candidature, issue ou non d'une organisation politique, s'il veut peser dans la campagne électorale et poser les jalons pour la constitution d'une nouvelle force politique de gauche. C'est un enjeu important, pour cet objectif, que des origines diverses (associatives, syndicales, politiques) se côtoient et militent ensemble.

C'est ainsi que se sont constituées des listes aux municipales dans un certain nombre de localités, avec des résultats significatifs.

La gauche plurielle a été portée au pouvoir en 1997 par le mouvement social de 95. L'extrême gauche a construit ses scores au régionales, aux européennes et aux municipales sur les mouvements sociaux des années Jospin. Pour le moment, il semble que Lutte Ouvrière s'apprête à présenter une nouvelle fois Arlette Laguiller et que la LCR souhaite soutenir cette candidature en échange d'arrangements pour les législatives. Si c'est cela qui devait se produire dans un an, nous n'aurions pas avancé d'un pouce ; c'est en effet la vieille conception de la social-démocratie du partage des rôles entre le social et le politique qui continuerait d'une autre façon.

Il est encore temps d'éviter cela. RAG doit participer à des appels pour une unité de candidature de la gauche de gauche, qui s'appuie sur toutes les forces, tous les militants qui combattent le libéralisme et qui souhaitent participer à cette aventure.

Manifestation contre les licenciements le 9 juin à Paris, à l'initiative des intersyndicales de trois entreprises en lutte

Extrait d'un tract diffusé par la LCR.

Aujourd'hui, face à la vague de licenciements qui a suivi les élections municipales, un espoir se dresse, les intersyndicales de trois entreprises en lutte, LU-Danone, Marks et Spencer, AOM-Air Liberté-Air Litoral, déclarent ensemble : « Comme tous les travailleurs et tous les militants syndicalistes de ce pays, nous pensons qu'il ne faut pas manquer l'occasion de

réagir tous ensemble afin de ne pas être battus les uns après les autres et lancent un appel pour une manifestation nationale contre les licenciements et les suppressions d'emplois le 9 juin à Paris ».

Après la manifestation à Londres des salariés européens de Marks&Spencer le 17 mai, après la manifestation régionale d'Alençon le 19 mai des salariés de Moulinex, après la journée du 22 mai appelée par la CGT avec des manifestations dans toute la France, et notamment à Paris devant l'Assemblée nationale, la manifestation du 9 juin sera celle de tous les salariés du privé menacés par les licenciements, de tous les salariés du public qui en ont assez de s'entendre traités de nantis parce qu'ils ont la garantie de l'emploi, de tous les salariés qui veulent enfin récupérer leur dû et leur pouvoir d'achat perdu pendant toutes ces années où la crise et le chômage servaient de prétexte au blocage des salaires, de toutes celles et tous ceux qui pensent que le droit à l'emploi doit passer avant le fric des actionnaires, que les hommes et les femmes doivent passer avant les profits. Cette manifestation, initiée dans l'unité et dans la lutte est une occasion de dépasser les divisions. La volonté de résistance existe, elle vit dans les luttes des salariés, celles des transports en commun pour les retraites comme celles pour les salaires ou contre les licenciements, elle existe aussi dans toute la population dans le mouvement de boycott des produits Danone. Nombreux sont celles et ceux qui ont envie de dire aujourd'hui :

"nous sommes tous des LU, tous des Moulinex, tous des marks & Spencer !"

Nous ajoutons : Visiblement à l'heure qu'il est, et malgré les grandes manoeuvres pour appeler à l'action séparément, (journée d'action du PCF d'un côté, de la CGT d'un autre) les obstacles à la division sont en train d'être levés. Nous allons vers une manifestation unitaire qui sera vraisemblablement appelée par les instances nationales du PCF, de la CGT, et de SUD. Par ailleurs nous venons d'apprendre le soutien de la FSU.

Brèves...

Monsieur Chevènement s'en va en guerre et

défend l'unité de la République contre les accords de Matignon ... Venons en au fond. Certes le fait de donner des pouvoirs législatifs à une assemblée territoriale confère à la région concernée un statut d'autonomie politique qui conduit inexorablement à la sécession d'avec la République. Peut être faudrait-il se demander pourquoi le gouvernement de la Gauche plurielle en vient-il à entrer dans cette logique. **Il ne peut y avoir de républicanisme cohérent que si aujourd'hui on pose les questions sociales.** La République n'est pas une abstraction institutionnelle, les différentes formes républicaines se sont toutes construites sur un contrat social, donc sur un mode de relation précis entre les classes. La question corse, pour les capitalistes, se pose par rapport à un objectif économique: **mettre à disposition des industriels de l'immobilier et du tourisme, la libre disposition du littoral.** Pour cela il faut un statut particulariste, parfaitement d'ailleurs compatible avec la construction libérale européenne. Etre républicain sur la question corse c'est, bien sûr se prononcer contre l'octroi du pouvoir législatif à l'assemblée territoriale, c'est surtout interdire que l'on touche à la loi de protection du littoral. Encore un effort Monsieur Chevènement pour devenir anticapitaliste...

Rectificatif :

Dans un numéro précédent de RAG, Amaury Couderc soulignait que la gauche plurielle dans toutes ses composantes avait voté pour le rétablissement du travail de nuit des femmes, sous prétexte d'égalité des sexes. Paul Loridant, sénateur-maire des Ulis, nous a fait savoir qu'il avait été le seul parlementaire du département à s'opposer à ce texte.

Nous en prenons volontiers acte et nous sommes heureux de publier ce rectificatif.

**Un livre de Denis COLLIN et
Jacques COTTA :**

**« L'illusion plurielle. Pourquoi la
gauche n'est plus la gauche ? »**

(Editions Lattès)

Notre camarade Denis Collin, ancien responsable de la Gauche Socialiste, vient de publier, en association avec Jacques Cotta, journaliste de télévision, un livre qui est au cœur de nos préoccupations. **Le champs politique de ces deux dernières décennies a subi une mutation radicale. On assiste à une décomposition sans précédent, en particulier de la gauche.** En posant l'ensemble des problèmes auxquels sont confrontés les citoyens aujourd'hui, les réseaux, les jeux de pouvoir, les affaires, la souveraineté nationale, le service public, l'emploi, les mœurs, l'immigration, la construction de l'Europe, nos auteurs mettent au jour pourquoi et comment, à travers l'alliance souterraine entre **ex-gauchistes et technocrates, l'arc Rose-Rouge-Verts est devenu, à rebours de son héritage, l'avant-garde du libéralisme.** Ceci dit, reste à discuter sur la conclusion : comment s'effectuera la recomposition ?

«Que les hommes condamnés à une existence insignifiante par le système n'acceptent pas ce sort, et refusent de mourir, bref que les choses ne se passent pas comme les experts l'ont prévu et planifié. On peut imaginer que dans la confusion, dans les contradictions, soit en train de germer un nouveau mouvement, digne successeur du mouvement ouvrier du XIXème siècle. Et que dans ce mouvement, les personnes, les courants ou fractions à l'intérieur du PS ou au sein de la gauche plurielle qui déplorent le cours pris, décident de mettre leurs efforts en commun pour reconstruire une force politique qui soit l'expression authentique des aspirations du peuple, de cette masse immense des "petites gens" qui attendent des fins de mois qui se font toujours attendre et qui n'appartiendront jamais au cercle distingué des "élites mondialisées", comme dirait Chevènement...

Une nouvelle République. Voilà l'horizon qui pourrait s'ouvrir. Pour cela, il n'est point besoin d'inventeurs géniaux. Des grèves de 1995 aux mouvements des petits paysans, des luttes des ouvriers refusant d'être transformés en ressources jetables au grè des calculs et des spéculations, les éléments sont là. Manque seulement - mais, c'est évidemment, beaucoup - une perspective unificatrice qui redonne sens à la politique, en rompant avec les arrangements, le double langage et l'impuissance des appareils actuels.»

Dans une période nouvelle, caractérisée par des affrontements sociaux de plus en plus ouvert avec les pouvoirs publics, il faudra une représentation politique nouvelle... C'est toute la difficulté de la période. Quel parti et pourquoi faire ? Comment tirer jusqu'au bout le bilan de la période 1970-2001 et ne plus retomber dans les vieilles ornières ? (RD)

La privatisation des Postes et Télécommunications n'est pas une clause de style et étend ses conséquences jusqu'à RAG. Non seulement les publications sont acheminées avec un retard considérable dans nos boîtes aux lettres (5 à 6 jours), mais en plus le tarif de l'envoi en routage 205 est passé de 47 à 98 centimes. Ce qui double le prix de l'expédition.

**SOUTENEZ RAG - ENVOYEZ UN
CHEQUE DE 100 francs ou plus.**

Abonnement au bulletin RAG

Nom : Adresse N° :

rue :

Prénom :

Ville :

Code postal :

Je verse la somme de 100frs : Autre :

**A retourner à Michel Galin, 21 rue de
Rosays, 91600 Savigny-sur-Orge.**